

**OSCE Chairmanship Conference on Intolerance and Discrimination against Muslims
Cordoba, 9 – 10 October 2007**

**Media and public discourse as instruments to counter intolerance and discrimination
against Muslims
Third plenary session (Tuesday 9th October)**

Thomas Deltombe

Je remercie les organisateurs de cette rencontre pour l'angle qu'ils ont choisi d'adopter : comment les médias peuvent être des instruments pour lutter contre les discriminations et l'intolérance à l'égard des musulmans. Dans la plupart des cas, en effet, la question est posée dans l'autre sens : comment les médias tendent à « creuser le fossé » qui sépare les musulmans des non-musulmans, et participent de la sorte à la fabrication et à la diffusion de ce qu'on pourrait appeler l'islamophobie. Je suis donc content aujourd'hui d'avoir à réfléchir sur cette question paradoxale : comment un système médiatique qui participe à la production d'une intolérance et de formes discriminations pourrait servir à les combattre ?

Dans cette courte présentation, je souhaiterais mettre en garde contre l'un des principaux dangers qui menace tous ceux qui ont pour ambition de lutter contre l'intolérance et contre les discriminations : *se sentir immuniser*. J'ai pu constater en effet que beaucoup de gens, et en particulier les journalistes avec lesquels j'ai eu à travailler ou dont j'ai pu étudier le travail en France, ne sentent pas concernés eux-mêmes dans les phénomènes discriminatoires. Les intolérants, comme chacun sait, ce sont les autres. Pour cette démonstration, je m'appuierai principalement sur le cas de la France qui, parce qu'elle a une longue tradition d'intolérance à l'égard de l'islam et des musulmans (en particulier à cause de son histoire, marquée par la colonisation de l'Algérie pendant 130 ans et par des rapports tumultueux avec cette ancienne colonie), peut sans doute aider à tirer quelques enseignements.

L'instrumentalisation de la « tolérance »

a. Les dangers d'une « tolérance » abstraite

Confrontés de longue date à une puissante extrême droite, qui atteint des scores électoraux à deux chiffres depuis le début des années 1980 (le Front National), et frappés par un terrorisme de type « djihadiste » dans les années 1990 (comme excroissance de la guerre civile algérienne dans les années 1990), les médias français développent depuis plusieurs années une réflexion sur les moyens de lutter contre l'intolérance à l'égard de l'islam. La grande idée dans le monde médiatique français est la suivante : « Nous avons à faire face à deux fléaux : d'un côté "l'islam radical", dont l'expression la plus visible est le terrorisme islamique ; de l'autre côté l'extrême droite, qui prospère sur la peur de l'islam que génère cet islam radical ».

Se considérant comme extérieurs, et étrangers, à ces deux fléaux, l'idée et la politique éditoriale suivie par les journalistes travaillant dans les médias de masse est généralement de

faire preuve de « vigilance » à l'égard des mouvements islamiques radicaux afin : d'une part que ces mouvements ne puissent pas se prévaloir d'être les seuls représentants de la « communauté musulmane » ; et d'autre part que les mouvements d'extrême droite ne prospèrent pas sur l'amalgame arabe-islam-terrorisme. Dans la pratique, cette politique éditoriale se concrétise principalement par la promotion d'un certain nombre de musulmans dit « modérés » auxquels il est demandé de faire office de *contrepoids* et de *contre-exemples* : produire des *contre-discours* publics face aux musulmans dits « radicaux » et servir d'*antidote* aux discours d'extrême droite. Ce dispositif médiatique est censé permettre de lutter contre tous ceux qui, dit-on, « favorisent l'intolérance » et « creusent le fossé entre l'Islam et l'Occident ».

Cette vision des choses apparaît pourtant à la fois erronée et contre-productive, pour la raison simple que les motivations qui poussent les journalistes et les responsables politiques à vouloir « lutter contre les discriminations » et « pour une plus grande tolérance à l'égard de l'islam » n'ont pas été suffisamment analysées. En d'autres termes : on s'est posé la question du *comment* sans se poser la question du *pourquoi*. Et on comprend pourquoi cette seconde question n'a pas été posée : parce que les raisons des discours « bienveillants », ou se voulant bienveillants, à l'égard de l'islam et des musulmans sont extrêmement superficielles et empêchent de se poser les vraies questions. La « tolérance » apparaît davantage comme un moyen que comme une fin.

Si on fait le compte sur les vingt dernières années des émissions de télévision qui en France ont affiché pour ambition de lutter pour une meilleure « compréhension mutuelle » et une « plus grande tolérance » à l'égard des musulmans, on s'aperçoit qu'elles sont massivement organisées lorsque l'extrême droite prend du poids dans l'électorat (comme ce fut le cas dans les années 1980 et 1990 en France) et plus encore lors des périodes de tensions et de conflits avec ce qui est décrit comme « le monde musulman » ou, à l'échelle nationale, « la communauté musulmane » (guerre contre des pays dits « arabo-musulmans », tensions sociales dans « les banlieues », périodes de terrorisme dit « islamique »). Ce fut le cas lors des deux dernières guerres en Irak (1990-91 et 2003 et suivantes) et, de façon encore plus exacerbée, lorsque les Groupes islamiques armés (GIA) algériens organisèrent une campagne d'attentats en France (1995-96) et juste après les attentats de New York et de Washington (2001).

b. La « tolérance » comme outil de pacification et de censure

Dans les deux cas (montée de l'extrême droite, activisme du terrorisme « islamique »), le caractère instrumental d'une certaine rhétorique « généreuse » et « tolérante » est apparente : elle ne semble pas être déployée parce que les discriminations, les injustices ou l'intolérance paraissent insupportables aux journalistes et aux responsables politiques mais parce que ceux-ci croient pouvoir, grâce ce genre de discours, « apaiser les esprits » ou « désamorcer les tensions » pendant les périodes de crise.

Pour illustrer cette instrumentalisation de « l'islam » à des fins strictement sécuritaires, on peut citer les conseils consignés dans le *Livre blanc du gouvernement [français] sur la sécurité intérieure face au terrorisme*. Les « populations dont les terroristes se prévalent », explique le document, sont l'une des « cibles » prioritaires de la communication gouvernementale antiterroriste : « Les réactions de cette partie de la population sont décisives dans toute politique d'unité nationale et d'isolement des terroristes. La politique de communication portera tant sur les populations concernées en France que sur les pays, les

populations et les organisations étrangères susceptibles de peser dans le sens de l'isolement des terroristes. » Dans cette politique de communication « les médias nationaux et étrangers » doivent être les « vecteurs privilégiés »¹.

Une étude précise des contenus médiatiques montre que ce type d'approche, instrumentale et sécuritaire, sous le masque de la générosité et de la tolérance, est celle qui prévaut dans les médias de masse. Même lorsque les journalistes, les présentateurs ou les responsables des médias pensent avoir une démarche *authentiquement* positive (ce qui est le cas de la plupart d'entre eux), ils peinent souvent à échapper à cette logique instrumentale.

La promotion des « leaders musulmans modérés », « libéraux », « éclairés », « démocrates », etc., souvent utilisée et perçue par les journalistes et les responsables politiques comme *la* solution pour lutter contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des « musulmans » entre de plain pied dans cette logique instrumentale. L'intention est sans doute louable : il s'agit de montrer que « la majorité des musulmans rejette la violence », que « l'islam ne se résume à ce qu'en disent les poseurs de bombes », etc. Autant d'idées *a priori* intéressantes qui pourraient *en théorie* dépasser la simple idéologie sécuritaire et instrumentale. On doit pourtant constater que les effets de telles politiques et de telles lignes éditoriales sont, dans la pratique, contraires aux intentions affichées. On s'aperçoit que les « leaders musulmans modérés » auxquels on ouvre généreusement les portes des plateaux de télévision et les colonnes des journaux sont sélectionnés davantage en fonction de la façon dont les journalistes conçoivent le « bon islam » que de la façon dont les musulmans peuvent concevoir leur religion.

Se fabriquant ainsi, presque *ex nihilo*, un « clergé islamique » à usage communicationnel, le pouvoir politique et l'industrie médiatique ont tendance à brandir un islam factice qui tendance à créer un effet de censure : des « musulmans » virtuels et idéaux sont substitués aux musulmans réels et court-circuitent tous ceux des musulmans qui tiennent des discours un tant soit peu dérangeants. La logique va si loin qu'on a vu apparaître ces dernières années toute une série de personnalités arabes mais visiblement très modérément musulmanes tirer avantage de la confusion entre les identités culturelle et religieuse (amalgame arabe/musulman), et profiter de l'appel d'air ainsi constitué sur le marché médiatique pour se transformer en « musulmans modérés ». Ce sont ces derniers qui ont les faveurs des pouvoirs politiques et médiatiques, lesquels pensent pouvoir guider – voire téléguidé – une prétendue « communauté musulmane » conçue comme un bloc homogène en lui imposant des « leaders » conciliants et prêts, à l'occasion, à chapitrer leurs soi-disant « semblables » et « coreligionnaires ».

L'idée n'est évidemment pas de stigmatiser indistinctement toutes les personnalités qui participent au jeu médiatique mais de souligner les dangers auxquels ils sont exposés et le piège qui leur est tendu. Il est en effet très difficile pour une personnalité musulmane de conserver son autonomie de penser et sa liberté d'expression dans un paysage islamique extrêmement mouvant (en l'absence de clergé islamique) et dans un paysage médiatique où

¹ *Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*, La Documentation française, Paris, 2006, pp. 117-118. On retrouve exactement la même idée dans un document équivalent du gouvernement britannique, *Countering international terrorism: The United Kingdom strategy*, publié également en 2006. Il faut, explique ce document, « engager la bataille des idées de façon à récuser les idéologies par lesquelles les extrémistes croient pouvoir justifier l'usage de la violence en aidant en premier lieu les musulmans qui souhaitent contester ces idées à le faire » (*Countering International Terrorism: The United Kingdom's Strategy*, Cm 6888, HMSO, Norwich, 2006, p 2.)

les discours « non-conformes » peuvent facilement être censurés et remplacés par d'autres plus conciliants².

Outre ce grave effet de censure, cette instrumentalisation, plus ou moins volontaire, de la « tolérance » provoque deux autres effets pervers : d'abord elle risque d'être perçue par la « partie de la population » spécifiquement ciblée comme une simple hypocrisie et aboutir finalement à la disqualification de toute volonté de dialogue ; ensuite, réagir à des actes de terrorisme par une action médiatique ciblant spécifiquement « les populations dont se prévalent les terroristes », pour les amadouer et les couper des terroristes, a pour conséquence paradoxale de donner raison à ces derniers en laissant penser que cette « communauté », ou prétendue telle, est bien le berceau de la violence, la matrice du crime et la source du désordre. Ce sentiment d'hypocrisie et cette impression d'amalgame larvé sont renforcés par le fait que les discours à prétention généreuse à l'égard de « l'islam » tendent à disparaître dès lors que s'éloignent la menace terroriste.

c. La « tolérance » comme instrument d'autojustification

Une autre « solution » assez fréquemment préconisée – notamment dans les milieux qui se sentent visés par le racisme et victimes de discriminations – consiste à faire taire ceux qui revendiquent leur islamophobie, en particulier à l'extrême droite de l'échiquier politique. La logique ici est simple : pour lutter contre l'intolérance et les discriminations, il faut éviter de servir de porte-micro à ceux qui prêchent l'intolérance, qui tiennent des propos discriminatoires et qui attisent la haine. En d'autres termes : pas de tolérance pour les intolérants. L'idée sous-jacente est que l'extrême droite ou les courants explicitement islamophobes sont ceux qui diffusent un venin dans le reste de la société.

Cette technique a, là encore, toutes les apparences d'une fausse solution qui découle d'une analyse erronée de la situation. Cette analyse prend en effet pour hypothèse qu'il n'existe de racisme, de xénophobie et d'islamophobie qu'explicite. Mon analyse au contraire est que ces phénomènes de rejet (racisme, xénophobie, islamophobie, etc.) s'expriment souvent de façon implicite, non-dite, masquée. L'extrême droite et les courants ouvertement islamophobes ne sont pas *une cause* mais *une conséquence* des phénomènes de rejet : ils ne font en fait qu'exploiter un ethnocentrisme plus largement répandu qu'on ne le croit dans la société. On peut ainsi constater, en étudiant les mécanismes discursifs présents dans les médias français, qu'un certain discours médiatique, apparemment « politiquement correct », sur l'islam et les musulmans mobilise exactement – quoiqu'implicitement – les mêmes schémas mentaux que les discours explicitement islamophobes : c'est ce que l'on pourrait appeler l'islamophobie refoulée³.

² Les polémiques récurrentes autour de l'intellectuel suisse Tariq Ramadan sont l'illustration parfaite du piège, et même du chantage, auxquels sont soumis cette catégorie d'intellectuels. C'est ainsi par exemple qu'au cours de « l'affaire des foulards islamiques » qui a agité la France en 2003-2004 Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur et des Cultes, put impunément, et avec la complicité de la chaîne publique France 2, proposer de Tariq Ramadan l'alternative suivante : « Est-ce que vous demandez oui ou non aux jeunes filles musulmanes (...) de retirer le voile ? Si vous le demandez alors je crois que vous voulez être un modéré, si vous ne le demandez pas, c'est le double discours ». (« 100 minutes pour convaincre », France 2, 20 novembre 2003). Refusant de se soumettre à ce chantage, parce qu'il n'est pas plus qu'un autre le « pape de l'islam », Tariq Ramadan sera considéré comme un dangereux « islamiste ».

³ Thomas DELTOMBE, « La lutte contre "l'islamisme", ou l'islamophobie refoulée à la télévision française », lmsi.net, 2004.

Si on pousse assez loin l'analyse, on s'aperçoit que ce refoulement et cette dénégation sont parmi les formes les plus classiques de toute rhétorique raciste ou exclusionnaire. Comme chacun sait, les discours racistes commencent souvent par une mise en garde : « je ne suis pas raciste, mais... ». Ce qui est inquiétant c'est que l'on retrouve cette même dénégation en préambule de nombreux reportages de télévision ou d'articles de la presse écrite : « ne faisons pas d'amalgames entre islam et terrorisme, mais... ». Variante : « Certes la vaste majorité des musulmans européens pratique un islam paisible, cependant... ». On peut parler, avec l'anthropologue Talal Asad, de précaution rituelle visant à masquer un discours de rejet et à prévenir les accusations de xénophobie ou de racisme latents⁴.

Il est important de souligner le fait que *se croire* tolérants ne suffit pas à l'être *réellement* et que les bonnes intentions sont rarement utiles quand il s'agit de lutter contre « l'intolérance », « le racisme » et autres phénomènes du même type. Elles sont même généralement contre-productives. Dans ce contexte, les deux techniques que je viens d'évoquer (promotion des « musulmans modérés » et censure des « extrémistes islamophobes »), qui constituent les principales « solutions » préconisées par le personnel politique et médiatique français, paraissent assez suspectes. On peut craindre en effet qu'elles n'aient au bout du compte pour seule finalité, non pas de s'attaquer réellement à l'intolérance à l'égard de l'islam et les discriminations à l'égard des musulmans, mais de rassurer et d'auto-immuniser les organisateurs du débat public, de masquer certaines formes d'intolérance et de discrimination et même, en les rendant ainsi invisibles et les rejetant dans la sphère de l'implicite, de leur permettre de prospérer.

Réfléchir aux causes structurelles

Si l'on veut que la lutte contre « l'islamophobie » ne soit pas instrumentalisée et que les médias puissent réellement y contribuer, il est nécessaire que les discours publics sur « l'islam » évitent d'être dictés par les seuls intérêts des locuteurs (intérêts « sécuritaires », mais aussi intérêts électoraux pour les responsables politiques, et économiques pour les médias de masse) et par leur confort intellectuel (la certitude d'être immunisé contre l'intolérance). Telles sont les conditions pour qu'un discours public ne soit pas simplement instrumental, donc factice.

a. Les enseignements d'une période « exemplaire » : 1997-2001

Les conditions ont été partiellement réunies en France à la fin des années 1990, et plus précisément la période 1997-2001, c'est-à-dire la période qui vient immédiatement après la campagne terroriste des GIA (le dernier attentat « islamiste » en France date de décembre 1996) et une période marquée par l'absence d'élections (entre les législatives de 1997 et les municipales de 2001). Pendant cette période, on a vu apparaître un nouveau traitement médiatique de la religion musulmane dont la caractéristique principale a été la relativisation par le personnel journalistique des *normes morales* précédemment admises. Au lieu d'essayer de juger les « bons » et les « mauvais » musulmans, un certain nombre de journalistes ont pris l'initiative d'aller à la rencontre et de donner la parole à une catégorie de musulmans que l'on n'avait quasiment jamais écoutés sérieusement jusque-là : les musulmans anonymes, c'est-à-dire la quasi-totalité d'entre eux. A cela s'ajoutait une volonté d'écouter ce qu'avait à dire les sociologues spécialistes de la religion musulmane et de se pencher sur l'histoire (notamment

⁴ Talal ASAD, « Some thoughts on WTC disaster », ISIM Newsletter, n°9, January 2002.

l'histoire coloniale et l'histoire de l'immigration). Enfin, est apparu un discours plus distancié des journalistes à l'égard de leur propre travail, grâce notamment à des émissions critiques des médias et à l'émergence de sites internet formulant une critique constructive du paysage médiatique⁵.

Loin d'être idyllique, cette période a au moins permis de comprendre qu'avec un minimum de recul par rapport à certaines de leurs certitudes, et en cessant de se croire naturellement immunisés contre « l'intolérance », les journalistes étaient capables d'effectuer un travail salutaire de banalisation de la religion musulmane. Et de reconnaître, pour la première fois, qu'il existait en France une « islamophobie », d'en saisir la profondeur et les sources historiques, et finalement d'en comprendre certains mécanismes. On peut enfin noter, parce que c'est important, que « l'islam » a fini par sortir de l'actualité au terme de cette période, comme s'il n'avait plus d'intérêt dès lors qu'il ne « posait plus problème ». Cependant, immédiatement après les attentats du 11 septembre 2001 et à l'approche des élections présidentielles de 2002, les progrès ont été réduits à néant et les vieux réflexes sont revenus presque mécaniquement à la surface. Et cela de façon d'autant plus radicale que la stigmatisation de l'islam et des musulmans fut portée par un courant de pensée qui décrivit la phase de « détente » qui avait précédé le 11 septembre comme une phase d'« aveuglement » et de « défaitisme » comparable l'esprit munichois des années qui ont précédé la 2^e Guerre Mondiale...

L'enseignement que l'on peut tirer de cette brève expérience rendue possible par des circonstances favorables et enterrée dès que les circonstances se sont retournées est que tout effort visant un traitement serein des questions musulmanes, et une incitation réelle et durable à plus de tolérance, doit s'émanciper des facteurs conjoncturelles (attentats, élections, etc.). Pour ce faire, il faut entreprendre des actions en profondeur, structurelles, qui ne concernent pas prioritairement « l'islam » et qui dépassent le strict cadre des « médias » (en réfléchissant par exemple à la façon dont l'Histoire est enseignée à l'école, mais je n'insiste pas puisque c'est en partie l'objet de la session de demain).

b. Favoriser des médias pluralistes

Si on se limite à la question des médias, mon sentiment est qu'il faut réfléchir en profondeur sur ce que signifie « l'objectivité ». On s'aperçoit en effet que les journalistes appellent « objectivité » correspond moins à une analyse neutre et impartiale des faits (qui peut prétendre traiter impartialement une quantité infinie de faits ?) qu'au consensus qui existe dans les milieux qui ont de l'influence sur les médias : les journalistes, les publicitaires, les responsables politiques, etc. De fait, « l'objectivité » a tendance à se transformer en une machine permettant aux élites d'inculquer au public une certaine vision du monde, et une certaine morale.

Dans des démocraties, et *a fortiori* dans les sociétés multi-culturelles et multi-confessionnelles, le rôle des médias et des pouvoirs publics n'est pas de prescrire aux citoyens une doctrine ou une morale, ni même de censurer les discours qui seraient contraires à cette doctrine ou à cette morale. Leur rôle est d'assurer que la diversité des points de vue puissent s'exprimer. Il faut donc, à mon sens, que :

- un très large panel d'opinions ou de visions du monde puisse trouver un lieu où

⁵ Notamment *Arrêt sur images* (sur la chaîne éducative France 5, émission aujourd'hui disparue) et le site internet *Acrimed* (Action-Critique-Médias, présent sur le Web depuis 1996).

- s'exprimer ;
- ces opinions et ces visions du monde puissent s'exprimer le plus complètement possible et qu'elles ne servent pas simplement à cautionner des discours consensuels et moralisateurs ;
 - elles aient un juste accès à l'espace public et qu'elles ne soient pas confinées, lorsqu'elles sont jugées « inconvenantes » par ceux qui organisent le débat, aux seules marges de cet espace ;
 - une confrontation entre ces points de vue puisse avoir lieu, sans que cette confrontation ait pour objectif d'aboutir au consensus mais plutôt de permettre au citoyens de se faire librement leur propre jugement.

Internet peut être un bon outil pour les deux premiers points puisque c'est le seul espace public qui permette l'expression directe des citoyens, c'est-à-dire des discours qui ne soient pas convoqués, encadrés et à l'occasion censurés par ceux qui possèdent ou dirige ce média. C'est d'ailleurs d'internet que viennent les principales innovations en matière de médiatisation de l'islam ces dernières années. Ceci étant dit, internet est loin d'être suffisant : premièrement parce que les autres médias ont encore la capacité de négliger, de passer sous silence voire de stigmatiser ce qui s'y passe (le site francophone Oumma.com, animé par des musulmans, est régulièrement qualifié d'« islamiste » dans les médias de masse) ; deuxièmement parce qu'internet reste dans la pratique et dans une large mesure un média *réactif*, c'est-à-dire un espace où les internautes réagissent à ce qu'ils ont vu ailleurs (notamment la télévision). Instrument nécessaire, internet n'en est pas pour autant suffisant, notamment en ce qui concerne les deux derniers points que j'ai énoncés.

c. Sortir de « l'islam »

Plus important encore : si on veut lutter réellement contre l'inégalité de traitement que subissent les musulmans, il faut arrêter de les enfermer dans l'identité « musulmane ». Chacun sait que les médias peuvent être un instrument – pour propager l'intolérance ou au contraire, comme l'indique le titre de cette session, pour lutter contre les discriminations. Mais il faut bien comprendre que l'objet « islam » est lui aussi un instrument. Un instrument qu'utilisent ceux qui s'en réclament (notamment ceux qui sont, à tort ou à raison, qualifier d'« islamistes ») mais également ceux qui ne s'en réclament pas (et pas uniquement, loin s'en faut, par l'extrême droite). Or en faisant ainsi de « l'islam » un champ de bataille, c'est-à-dire le cadre à l'intérieur duquel semble devoir se résoudre les problèmes d'intolérance et de discriminations, on oublie que ce cadre lui-même est l'une des sources du problème. C'est d'ailleurs une de ses raisons d'être, et une de ses fonctions : formuler les problèmes en termes « islamiques » permet, parce que « l'islam » reste un objet extrêmement flou (parle-t-on d'une religion, d'une civilisation, d'un territoire, de certaines populations ? etc.), de véhiculer et de légitimer un regard et des attitudes discriminatoires que beaucoup n'osent pas exprimer autrement. L'« islam » fonctionne en fait comme une métaphore : il permet porter un regard discriminatoire sur une large proportion des citoyens (les « étrangers », les « immigrés », les « jeunes des banlieues », etc.) sans que le caractère discriminatoire de ce regard n'apparaisse au grand jour⁶.

Parce que « l'islam » est moins *le* problème qu'un *instrument* utilisés – consciemment ou non – par tous ceux qui n'osent pas ou ne peuvent pas exprimer leur intolérance autrement, l'urgence est d'essayer de sortir du cadre de « l'islam ». Si l'on veut réellement lutter contre

⁶ Pierre TEVANIAN, *La République du mépris*, La Découverte, Paris, 2007.

l'intolérance peut-être faut-il cesser de regarder les citoyens de confession musulmane comme de simples musulmans (ou *d'abord* comme des musulmans). Le sociologue algérien Abdelmalek Sayad, spécialiste des questions migratoires, disait de « l'intégration » des immigrés et de leurs enfants – concept devenu à la mode dans les discours publics français au cours des années 1980 – qu'elle ne pourrait se réaliser que comme *effet secondaire* d'actions entreprises à d'autres fins : « Pas plus que l'oubli, le sommeil ou le naturel, expliquait-il, l'intégration ne peut se décréter : on n'oublie pas quand on cherche à oublier, on ne s'endort pas en se concentrant sur le sommeil, on n'est pas naturel quand on cherche à l'être⁷ ». Il en va de même pour l'intolérance à l'égard de « l'islam » et les discriminations à l'égard des « musulmans » : ce n'est pas en affirmant continuellement qu'on cherche à lutter contre les discriminations et ce n'est pas en affirmant constamment que les musulmans sont des « citoyens comme les autres » qu'on lutte efficacement contre l'intolérance et les discriminations et qu'on fait des musulmans des « citoyens à part entière ». Les discriminations ne peuvent disparaître que s'il l'on cherche à résoudre les problèmes dont elles ne sont que les conséquences et les expressions⁸.

En somme, il faudrait mettre au second plan le faux problème « islamique » pour s'attaquer aux problèmes qui concernent, collectivement, l'ensemble des citoyens (problèmes économiques, sociaux, politiques, etc.). Cela éviterait de *construire* les « musulmans » comme un groupe homogène *différent* du reste de la population. Cela éviterait aussi de combattre avec l'arme truquée qu'ont fabriqué ceux qui défendent un traitement *différentiel* entre « nous » et « l'autre » musulman...

Conclusion

L'alternative à laquelle nous sommes confrontés est de savoir si nous cherchons des solutions immédiates à des problèmes circonstanciels (victoires électorales de l'extrême droite, terrorisme dit « islamique », etc.) ou si nous poursuivons des objectifs plus ambitieux et plus durables. Dans le premier cas de figure, on trouvera peut-être des « solutions » en corrigeant à la marge quelques mauvaises habitudes politiques et médiatiques, et en s'engageant dans le combat dont « l'islam » est devenu l'instrument et le champ de bataille. Dans le second cas, ce sont les règles même du fonctionnement médiatique qui doivent être repensées (financement, relations avec le pouvoir politique, modalité d'expression citoyenne, etc.) et c'est en s'émancipant des grilles de lecture qui font elles-mêmes le lit de l'intolérance qu'il faut engager la réflexion. Touchant à la double question du pouvoir et de l'identité, cet objectif ambitieux est aussi plus douloureux.

⁷ Abdelmalek SAYAD, La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigrés, Seuil, Paris, 1999, pp. 315-316.

⁸ Une des « solutions » récentes adoptées par les chaînes de télévision françaises pour « lutter contre le racisme » a été d'embaucher des journalistes et des présentateurs « de couleur ». Cela peut certes apparaître comme un bon début. Mais peut-être est-ce aussi une façon d'évacuer des questions gênantes : pour quelles raisons a-t-il fallu attendre si longtemps pour que la télévision se rendent compte quelle ne correspond plus à la société réelle ? Et plus encore : ces raisons profondes ont-elles réellement disparues ou ont-elles simplement été camouflée et oubliées grâce à l'embauche de quelques « représentants » des minorités ?